

Source : http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/12/09/cop21-l-urgence-de-la-decroissance_4828046_3232.html#P42sqyHrF8zqyK2j.99

Téléchargement 12 12 2015

COP21 : l'urgence de la décroissance

Le Monde |



Fabrice Flipo

Dans une récente interview, Daniel Cohen expliquait à juste titre qu'il ne faut plus compter sur la croissance. Les chiffres en attestent : décennie après décennie, depuis les années 1960, la croissance moyenne de la France et, plus généralement, des économies occidentales est un peu plus faible. En France, selon les données de l'Insee, on est ainsi passé de 5,6 % par an dans les années 1960, à 3,7 % dans les années 1970, 2,2 % dans les années 1980, 1,9 % dans les années 1990 et 1,5 % dans les années 2000. Seuls s'en étonnent encore aujourd'hui les adeptes de la méthode Coué ou de la pensée magique. Comme le remarquait déjà en son temps l'économiste et pacifiste Kenneth Boulding (1910-1993) : « *Quiconque croit qu'une croissance exponentielle peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* ».

Il est donc plus que temps de chercher à penser autrement. Le dérèglement climatique, à l'honneur en cette fin d'année, mais aussi le pillage des ressources naturelles et ses conséquences écologiques et sociales devraient nous pousser à aller dans ce sens. Consommation d'énergie et hausse du PIB sont étroitement corrélées à l'échelle mondiale. La forte croissance du secteur des énergies renouvelables – près de 280 milliards d'euros en 2014 – pourrait bien n'être à ce titre qu'une fausse bonne nouvelle. Cela tient à ce que certains appellent le « cannibalisme énergétique » : la fabrication de renouvelables nécessite de l'énergie ; au-delà d'un certain taux de croissance de ces technologies, celles-ci en consomment plus qu'elles n'en produisent ; dans ces conditions, le déploiement des renouvelables tend donc à entraîner une augmentation de la production de gaz à effet de serre.

Il n'y aura pas de retour aux « Trente Glorieuse »

Le gouvernement actuel persiste pourtant, comme ceux qui l'ont précédé, à [agir](#) comme s'il était possible de [revenir](#) aux Trente Glorieuses. Tout repose sur un hypothétique « retour » de la croissance. Et la plupart des syndicats semblent leur [emboîter](#) le pas sur ce point, avec une stratégie différente, de relance de la demande. Avec quels résultats, sur le plan écologique ? L'empreinte matérielle de la France ne cesse de [progresser](#), dépassant aujourd'hui le milliard de tonnes. La tertiarisation de l'économie entretient l'illusion d'une dématérialisation relative de la croissance. En réalité les émissions de gaz à effet de serre sont simplement délocalisées : elles sont aujourd'hui importées à plus de 40 %.

Face à cette situation, les autorités choisissent la fuite en avant et s'en remettent aveuglément aux « *progrès technologiques* ». Ségolène Royal estimait ainsi récemment que le « [scandale Volkswagen](#) » était plutôt une bonne chose, parce qu'il allait [accélérer](#) le développement de la voiture-électrique-zéro-émission à 8 000 euros, dont le « plein » ne coûterait pas plus d'un euro aux 100 km. Inutile, dès lors, de s'interroger sur l'omniprésence de l'[automobile](#) et la mobilité croissante de ses usagers. Sauf que cette [voiture](#) est une chimère. L'électrique coûte deux à trois fois le prix de l'essence, hors bonus et fiscalité avantageuse. Ses émissions sont liées au [mode](#) de production de l'électricité et à l'extraction massive des matériaux – dont le lithium – nécessaires à son fonctionnement. Elle ne fait donc que [déplacer](#) le problème – essentiellement dans les territoires relégués où sont extraites et produites les ressources et l'énergie nécessaires –, sans y [apporter](#) la moindre solution à l'échelle de la [planète](#). Et pourtant, on songe sérieusement à [équiper le monde](#) de plus d'un milliard de véhicules électriques.

La question qui se pose réellement est de [savoir](#) comment [subvenir](#) à nos besoins sans [utiliser](#) davantage de ressources. La réponse ne saurait être purement technologique. Elle passe notamment par une réflexion et une redéfinition collectives de ce que sont ces besoins et par une remise en cause profonde de l'idéologie de la croissance du PIB. La perspective d'une décroissance du PIB ne doit pas être confondue avec l'idée récurrente d'une redistribution « choisie » des secteurs de croissance. On ne fait par là que [retomber](#) dans ce que Joseph Schumpeter a appelé la « destruction créatrice » : les navires à [voile](#) sont supplantés par les bateaux à vapeur, les locomotives à charbon disparaissent au profit du TGV. On n'accepte la décroissance de certaines productions que parce que d'autres s'y substituent pour entraîner de plus belle la croissance globale – et sont cortège de dégradations : climatiques, environnementales, sociétales, humaines...

Face à cette impasse, [rompre](#) avec la croissance serait non seulement une garantie de réduction des gaz à effet de serre, mais aurait l'autre avantage non négligeable de nous [obliger](#) à [réfléchir](#) à une réorganisation plus équitable et plus durable de nos [sociétés](#).

Fabrice Flipo, philosophe des [sciences](#) et techniques, préfacier de *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère* (sous la direction de Giacomo d'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis), Le passager clandestin, 520 p., 25 €.